

PREMIER MINISTRE



SERVICE DE PRESSE

Discours du Premier ministre, François Fillon

Mairie de Saint-Pierre de la Réunion

Jeudi 9 juillet 2009

VERSION AU PRONONCE

HOTEL DE MATIGNON – 57, rue de Varenne – 75007 PARIS

Monsieur le maire, cher Michel Fontaine,
Mesdames et messieurs les ministres,
Messieurs les parlementaires,
Monsieur le Président du Conseil régional,
Madame la Présidente du Conseil général,

Mes chers amis du sud de l'Ile, venus en nombre dans cette maison commune, c'est à vous tous que je veux m'adresser avant toute chose.

Je veux vous remercier pour cet accueil si chaleureux.

Votre présence, votre ferveur, sont pour moi des signes qui ne trompent pas. Ce sont les signes d'une France énergique, d'une France vivante; d'une France plurielle mais d'une France unie.

Une France multicolore qui n'a jamais eu d'autre drapeau que le drapeau tricolore.

Une France qui poursuit ici son travail millénaire de métissage, « *peuples sur peuples* » selon la belle expression de Jules Michelet.

Une France des trois océans qui renforce chaque jour un peu plus sa synthèse autour d'un bien commun qui est la République.

La République, monsieur le maire, cet hôtel de ville la symbolise avec majesté.

Ancien magasin de la Compagnie des Indes, le bâtiment où nous nous trouvons a été utilisé en 1848, année de l'abolition de l'esclavage, pour accueillir les affranchis sans travail.

La mairie est placée depuis 1934 sous l'ombre tutélaire de François Césaire de Mahy, « Grand Créole » de votre ville, républicain ardent, parlementaire actif et ministre estimé.

À son image, je veux vous dire que la République s'honore ici par des élus auxquels je veux rendre hommage.

Merci, monsieur le maire, pour votre propos si clair, si lucide, si porteur d'espoir.

Merci, mesdames et messieurs les élus, pour les messages francs que vous m'avez adressés.

Chers René-Paul Victoria, Didier Robert, Jean-Paul Virapoullé et Michel Fontaine, quand vous êtes venus me voir à Matignon il y a quelques jours, vous avez placé au cœur de vos préoccupations la question de la justice sociale et de l'égalité des chances.

J'y reviendrai. Mais je voulais vous dire dès maintenant qu'en cela, vous êtes fidèles au message de la République. Et le gaulliste social que je suis ne peut qu'y être sensible.

Je suis venu dans le sud de l'île de la Réunion, parce que c'est peut-être ici que l'on ressent le mieux à quel point votre diversité regorge d'opportunités.

Les géographies, les milieux naturels, les populations, tout ici diffère mais en même temps, tout ici converge.

Vos atouts – et vous les avez énumérés – sont inestimables : des agriculteurs passionnés ; des pêcheurs remarquables; des chefs d'entreprise courageux; des élus dévoués à l'action sociale et éducative; et bien sûr, une terre d'une diversité sans pareille.

Vos cirques, pitons, remparts sont la fierté du patrimoine national, tout autant, monsieur le maire, que le pont du Gard ou que la réserve naturelle de Corse.

Et je vous le dis, je trouverais normal qu'ils soient inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco.

D'abord, c'est un symbole de la France et de la diversité de ses Outre-mers.

Et puis, c'est aussi une façon de saluer l'engagement de la Réunion sur le chemin du développement durable.

J'ai donc décidé que ce dossier, qui a été soutenu si vaillamment par les élus réunionnais, sera désormais défendu par la France toute entière auprès des instances de l'UNESCO.

Depuis maintenant plus de trois siècles, la France métropolitaine et la Réunion unissent leurs destins.

Le grand roman réunionnais, écrit par Marius et Amy Leblond et qui a obtenu le prix Goncourt en 1909, s'intitule... « *En France* ».

La période de la Seconde guerre mondiale a prouvé à quel point la coupure du lien avec la métropole peut plonger l'île dans le désespoir.

Elle scella encore plus solidement son pacte avec la Nation, puisque la Réunion fut l'une des premières îles à rejoindre la France libre, suivant en cela l'exemple d'un autre grand ultramarin : Félix EBOUE.

C'est dans l'épreuve que s'est forgée, sur ce territoire, la conviction que la République ne saurait montrer un visage différent en métropole et sous les tropiques.

Je crois profondément que la République, c'est le cœur de notre unité. Et ici, je constate que ce cœur bat fort !

En 1946, Raymond Vergès s'est battu devant la représentation nationale pour que vous soyez un département français.

Il partageait cet idéal avec Aimé Césaire, avec Gaston Monnerville, avec tant d'autres grands hommes que l'Outre-mer a donnés à la France.

Aujourd'hui, 63 ans plus tard, la départementalisation ne fait plus la même unanimité : alors que Mayotte s'y engage, la Martinique envisage une autre voie, et la Guadeloupe se donne du temps pour y réfléchir.

Dans le discours qu'il a prononcé il y a quelques jours à Fort-de-France, le Président de la République a été sans aucune ambiguïté sur ce sujet.

Vis-à-vis des départements d'Outre-mer, il n'est pas question d'une prétendue séparation, encore moins d'un quelconque «largage» de la République.

Ce que je crois, c'est que la République ne se résume pas aux institutions.

La République, c'est d'abord une affaire de sentiment et de convictions.

Dans les moments difficiles, la Réunion a toujours répondu «oui», que ce soit en 1914-1918, que ce soit pour emboîter les pas du Général De Gaulle sur le chemin de la France Libre.

Ici, à Saint-Pierre, comme en tout point du territoire national, je crois à cette volonté de vivre ensemble. Ensemble dans la prospérité et solidaire dans la difficulté : c'est cela, la République française.

Des états généraux que nous allons clôturer ensemble demain, il semble ressortir à la Réunion un message clair :

Vous voulez être des Français comme les autres.

Vous voulez les mêmes institutions que les autres.

Vous voulez les mêmes droits et les mêmes devoirs que vos concitoyens de métropole. Ni plus ni moins.

Eh bien, je vous dis que ce message, je le reçois avec enthousiasme et je l'appuierai aussi souvent qu'il s'exprimera.

Je sais par exemple que vous ressentez le double contrôle d'identité pour les vols vers et depuis la métropole comme un traitement injuste.

Et vous avez raison : il est difficile de justifier qu'un voyage entre Paris et Saint-Denis ne se passe pas dans les mêmes conditions qu'entre Paris et Bucarest, qu'entre Paris et Prague ou qu'entre Paris et Varsovie ! Donc, je vous l'annonce, j'ai décidé d'engager les démarches auprès de la Commission européenne pour intégrer la Réunion à l'espace de Schengen.

Mais l'égalité dont nous sommes tous épris, elle ne veut pas dire l'uniformité.

Qui peut concevoir le développement d'une île de 800.000 habitants de l'Océan indien sur le même modèle que celui d'une région métropolitaine ?

La Réunion, c'est aussi l'éloignement, c'est aussi l'insularité, c'est aussi le relief.

La Réunion, c'est une culture, c'est un climat, c'est une démographie qui est unique.

C'est une géographie voisine de Maurice, de Madagascar ou encore de l'Afrique du Sud.

Cette différence, elle fait force, et nous avons les outils institutionnels qu'elle nécessite.

D'abord, depuis l'importante révision constitutionnelle à laquelle nous avons procédé sous l'impulsion du président de la République l'été dernier, notre loi fondamentale prévoit désormais la possibilité, pour les collectivités territoriales, de recourir à l'expérimentation pour tester des dérogations au droit commun, qui seraient justifiées par la situation différente de ces territoires.

D'autre part, le traité européen lui-même permet pour vous une adaptation du droit communautaire, tout en restant dans le cadre institutionnel de droit commun de la République. Beaucoup de vos élus m'ont dit qu'ils souhaitaient utiliser ces instruments de souplesse, pour engager des politiques innovantes, des politiques adaptées à la situation réunionnaise.

Les élus nous parlent souvent de l'octroi de mer, des règles sur la pêche.

Ils nous parlent même d'être, en quelque sorte, les pionniers en matière d'expérimentation.

Ils veulent faire de la Réunion le lieu de ces expérimentations qu'autorisent notre Constitution.

Eh bien je veux vous dire que ce choix ambitieux, j'ai décidé de le soutenir et de le mettre en oeuvre.

Si vous êtes tellement attachés à la République, c'est aussi parce que vous croyez en son idéal de cohésion sociale.

Je suis venu vous dire que le Gouvernement entend votre immense aspiration à une réelle égalité des chances.

Aux côtés des maires, aux côtés des conseils généraux, des conseillers régionaux, l'Etat s'est investi avec volontarisme.

100 établissements scolaires nouveaux ont vu le jour depuis 25 ans. La population scolaire a doublé. Le taux de réussite au baccalauréat est au niveau de la Métropole. On m'a même indiqué que le lycée de Saint-Paul qui vient d'obtenir cette meilleure note de l'ensemble du territoire national, a obtenu une moyenne de 20,92 sur 20. Je ne pensais pas que c'était possible, mais il paraît que ça l'est, avec le jeu des options. En tout cas, je vais vous dire quelque chose : mes parents à moi, ils auraient été bien contents que je leur ramène un tel résultat.

Au-delà de ce cas exceptionnel, je sais que beaucoup reste à faire pour améliorer la maîtrise des savoirs fondamentaux, pour éviter le décrochage scolaire, pour éviter les sorties du système sans qualification.

Les collectivités locales ont engagé des initiatives qui sont riches d'enseignements. Et c'est vrai qu'à la Réunion, on sait innover dans le domaine social !

Peut-être que l'un des meilleurs exemples, c'est le service militaire adapté, inventé ici sous l'impulsion de Michel Debré. Eh bien, il faut continuer à innover, à tester des méthodes originales.

Parmi toutes les pistes qui ont été évoquées devant moi par les élus, je retiens en particulier l'orientation des jeunes plutôt vers les filières professionnelles et les secteurs qui emploient.

En tout cas, je veux vous dire que, sur tous ces sujets, le Gouvernement sera là pour vous aider, pour vous accompagner, pour encourager les initiatives des élus de la Réunion.

Il y a une deuxième grande difficulté dans l'île que je ne n'ignore pas, c'est celle du logement. Je suis parfaitement conscient des difficultés immenses que rencontre la population, et surtout les jeunes.

Nous sommes lancés dans une sorte de course-poursuite entre la démographie, les besoins de logements neufs et la lutte contre l'habitat dégradé.

Le Gouvernement, le préfet, les services de l'Etat s'engageront sans faiblir aux côtés des collectivités et des opérateurs du logement social.

La cohésion sociale – j'aurais pu commencer par là – c'est surtout l'emploi.

Je connais l'âpreté du chômage qui touche ici trois fois plus de salariés qu'en métropole.

Plusieurs ateliers des états généraux demandent la création massive d'emplois.

Je veux être très clair : n'attendez pas de mon Gouvernement qu'il renonce à sa foi en la valeur travail !

Le travail est la seule, la véritable insertion sociale, celle que rien ne remplace.

Ma priorité va donc à un traitement du chômage par la croissance, à un traitement du chômage par la création d'entreprises, à un traitement du chômage par la création d'emplois dans le secteur marchand.

Je veux vous dire que la multiplication des emplois dans le secteur public n'est pas une réponse; et que l'assistanat n'est pas une solution digne de l'avenir.

Je ne m'y résous pas pour la métropole, et je crois que ce n'est pas non plus la voie à laquelle je crois pour l'Outre-mer.

La création d'emploi, c'est d'abord appuyer les filières locales traditionnelles comme la pêche, comme l'agriculture, et c'est en même temps encourager les filières innovantes comme celle des énergies renouvelables.

C'est avoir une vision prospective des besoins de ces filières ; adapter la formation initiale et la formation professionnelle aux besoins des entreprises ; c'est accompagner les personnes dans l'emploi ; c'est développer la mobilité.

Je veux vous dire que dans cet esprit, la loi pour le développement de l'Outre-mer fournit un cadre pour aider de manière ciblées les filières locales porteuses.

Ce cadre est en train de se mettre en place. Je compte sur l'apport des états généraux pour en démultiplier l'efficacité.

Pour sa part, le Gouvernement sera à vos côtés. Il sera à vos côtés pour combattre les défaillances du marché qui rendent ici la vie plus chère et les prix moins transparents.

Avec le Président de la République, notre conviction, notre devoir, c'est de permettre aux hommes et aux femmes de votre département de vivre correctement et durablement du fruit de leur travail.

La République ne peut pas tolérer le contraire, parce que si elle tolérait le contraire, alors, elle se renierait.

Voilà, Mesdames et Messieurs, le message d'affection et en même temps d'ambition que je voulais délivrer aujourd'hui à la Réunion.

Vous avez pris l'habitude de surnommer la Réunion l'« île intense ».

Eh bien je crois que la Réunion, c'est aussi la « République intense ».

« République intense » parce qu'intensément fraternelle, laïque, et métissée.

« Cafres », « Malbars », Chinois, « z'Arabes », Créoles, Z'Oreils tous si différents par vos cultures et par vos religions, vous avez su construire dans le respect une maison commune.

Et je veux vous dire qu'en cela, je vois en vous les meilleurs interprètes d'une France ouverte.

« République intense » parce qu'intensément gardienne du principe d'égalité.

C'est ici, à près de 10.000 kilomètres de Paris, devant les difficultés qui sont les vôtres, que ce principe se trouve le plus mis à l'épreuve.

Ici, les responsables politiques ressentent à quel point leur action en faveur de l'unité nationale n'est pas un vain mot.

« République intense » parce qu'intensément impliquée dans cette réflexion que le Gouvernement a engagée sur l'avenir de la décentralisation.

En demandant, comme vous le faites, à être le laboratoire des expérimentations permises par la Constitution, vous allez participer à la réinvention d'une République qui sera ainsi apte à mieux intégrer toutes les énergies dans un même élan national.

« République intense », enfin, parce que confrontée avec acuité à deux défis majeurs pour notre pays : celui de la mondialisation, face à laquelle vous êtes pour la France un poste avancé, à la jonction de l'explosion économique de l'Asie et de l'explosion démographique de l'Afrique ; et en même temps, le développement durable, sur lequel vous êtes tellement en pointe qu'on vous a déjà donné le surnom de « laboratoire vert ».

Atouts préservés, ambitions partagées, pugnacité de vos élus : tout est là pour qu'à l'horizon des prochaines années, la Réunion devienne une île de prospérité pour un million de Réunionnais.

Au cœur de cette ambition, l'attachement à la Réunion, l'attachement en même temps à la République est une force. Il y a cinquante ans, mes chers amis, jour pour jour, le 9 juillet 1959, un président de la République venait pour la première fois vous dire combien cet attachement des Réunionnais à la République est réciproque. Il s'appelait Charles de Gaulle. Je suis fier de fêter avec vous, aujourd'hui, cet anniversaire.

Vive la Réunion, vive la France et vive la République.